

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule carrières – mines et après-mines  
Centre administratif de Bourran  
ZAC de Bourran - 9 Rue de Bruxelles  
12000 RODEZ

RODEZ, le 12/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SARL CONTE et Fils**

Parc artisanal  
12130 PIERREFICHE

Références : 12-CARMIN-2022-43  
Code AIOT : 0006800089

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/08/2022 dans l'établissement SARL CONTE et Fils implanté à Les Planquettes 12310 LAISSAC SEVERAC L'EGLISE. L'inspection a été annoncée le 02/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL CONTE et Fils
- Les Planquettes 12310 LAISSAC SEVERAC L'EGLISE
- Code AIOT : 0006800089
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière de Laissac est autorisée, depuis 2002, à extraire du calcaire pour un tonnage maximal de 130 000 tonnes annuel et 90 000 tonnes en moyenne. Elle dispose d'une installation de traitement. Une partie des terrains ont été expropriés dans le cadre de la construction du futur axe RN88 2X2 voies. Ces parcelles font l'objet d'une convention d'occupation temporaire entre l'exploitant et l'Etat.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 février 2021

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	récolement arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 10/02/2021, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	récolement arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 10/02/2021, article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure n° 2021-02-10-001 du 10 février 2021 sont respectées. La mise en demeure peut en conséquent être levée.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : récolement arrêté préfectoral de mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/02/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, récolement arrêté préfectoral de mise en demeure
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            La SARL CONTE et FILS est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 12.6, 20 et 22.1.2 dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En se rapprochant de la direction des transports de la DREAL afin de définir la protection visuelle des ouvrages de la RN88 et du CD28.</li> <li>- En fournissant un plan conforme aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2002 susvisé permettant notamment de visualiser les hauteurs de fronts et largeurs de banquettes, les zones remises en état (avec une symbolisation spécifique pour les carreaux et pour les fronts) et d'identifier les merlons périphériques avec une symbolisation spécifique (plantés ou non).</li> <li>- En stockant les produits polluants sur une ou des capacités de rétention correctement dimensionnées.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b>            Une convention d'occupation temporaire des terrains entre l'exploitant et l'Etat a été signée en date d'octobre 2021. Cette convention définit la protection visuelle adaptée.            L'exploitant dispose d'un plan datant de janvier 2022 indiquant les différentes courbes de niveau, les différents merlons ainsi que les zones remises en état.            Les produits polluants sont stockés sur rétention au sein de l'atelier maintenance. Au vue de leur quantité importante, l'exploitant a commandé une seconde rétention.</p>
<p><b>Observations :</b> Les produits ne sont pas tous étiquetés. L'exploitant procèdera à l'étiquetage de l'ensemble des produits. De plus, il signalera à l'extérieur du bâtiment la présence d'une bouteille de gaz à l'intérieur du local.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : récolement arrêté préfectoral de mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/02/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, récolement arrêté préfectoral de mise en demeure
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La SARL CONTE et FILS est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 12.6, 22.1.6 et 22.2.2 dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :  <ul style="list-style-type: none"><li>- En confortant par plantations le merlon existant situé entre le village de PALMAS et la carrière afin de constituer un écran efficace même en période hivernale conformément aux propositions de l'étude d'impact, notamment son annexe 3 « végétalisation ».</li><li>- En mettant en place un dispositif de prélèvement permettant de respecter les débits journaliers et horaires maximums prescrits.</li><li>- En statuant sur l'origine météorique ou souterraine des eaux présentes sur le carreau autorisé à la côte 578 mètres NGF avec l'avis d'un hydrogéologue fondé sur les études hydrogéologiques disponibles et des mesures in-situ, et en mettant en place les mesures correctives nécessaires.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a procédé à la plantation d'une haie champêtre composée d'essence du pays sur le merlon existant situé entre le village de PALMAS et la carrière. Certaines plantations récentes ont souffert de la chaleur malgré le système de goutte à goutte (eau pluviale) mis en place et nécessiteront d'être remplacées. L'exploitant a déposé récemment un porter-à-connaissance permettant de modifier le débit journalier ainsi que le débit horaire ne correspondant à aucune pompe existant à l'heure actuelle sur le marché. Un étude hydrogéologique permettant de statuer sur l'origine météorique des eaux a été déposé en date du 1er avril 2021 et complété par une nouvelle étude en date du 3 février 2022 dans le cadre de la demande d'approfondissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet